ESSAI SUR LA MISE EN RÉCIT DE L'EXPÉRIENCE HISTORIQUE CANADIENNE

RÉSUMÉ

En se basant sur une expérience personnelle, soit celle d'avoir écrit une histoire du Canada en français, l'auteur partage ici certaines problématiques qui se posent, ainsi que plusieurs solutions qui s'offrent lors de la conception et rédaction d'un tel volume. Plus généralement, Jean-François Cardin explore diverses méthodes d'écrire et d'enseigner l'histoire nationale au niveau post-secondaire, et ce en considérant les principes théoriques post-modernes qui ont, depuis quelques décennies, forcé les historiens a revisiter leurs approches méthodologiques.

Parmi les problématiques abordées lors de la conférence *Donner à l'avenir un passé*, tenue à Winnipeg en octobre 2001, plusieurs s'articulaient autour de la question d'une histoire « nationale » pour le Canada et de sa transmission à la jeune génération dans le cadre de l'institution scolaire. Vaste question s'il en est, que les organisateurs de l'évènement ont découpée en plusieurs dimensions, chacune étant l'objet d'une session de communications. Le présent texte est une version retravaillée d'une réflexion personnelle que j'ai offerte dans le cadre d'une session consacrée à « la difficulté d'écrire des manuels d'histoire dans un pays aussi diversifié que le Canada »[1]. Mon propos s'articulera autour de quelques propositions esquissées à grands traits gravitant autour de cette problématique, mais qui également rejoignent des thèmes de fond liés à la nature et à l'épistémologie de la discipline historique — dont la question de la narration — et le sens à donner au passé de cet ensemble sociopolitique qu'est le Canada. Je plaiderai d'abord, à propos des synthèses d'histoire nationale destinées aux étudiants, pour une démarche de rédaction qui s'appuie d'abord et avant tout sur la méthode historique, une démarche par laquelle il nous faut toutefois, en tant qu'auteur, assumer notre subjectivité interprétative et l'offrir comme élément de discussion au lecteur-étudiant et à l'enseignant. Je passerai ensuite à la question de l'organisation du récit, une organisation qui se doit d'être d'autant plus signifiante par elle-même à l'heure d'une histoire pluraliste[2] qui s'avère par nature parcellaire et décousue. La recherche d'un fil conducteur signifiant m'amènera à proposer, dans le cas du Canada, le recours à la dimension politique de l'évolution historique comme thème unificateur du récit. Enfin, je conclurai par quelques réflexions concernant le manque d'intérêt des Québecois pour l'histoire du Canada dans son ensemble.

Mes propos seront principalement basés sur une expérience que j'ai vécue il y a quelques années, soit celle d'écrire, avec deux autres personnes, une histoire du Canada, en français, destinée à des étudiants des niveaux post-secondaires[3]. L'exercice consistera donc également à dépasser la réflexion théorique pour montrer comment, à partir de l'expérience de ce livre, nous avons trouvé comme auteurs des solutions concrètes au défi de rédiger une synthèse d'histoire canadienne.

Une démarche basée sur la méthode historique

Cette expérience de rédaction recouvre d'ailleurs à elle seule la problématique soulevée par la session, du moins pour l'essentiel. Ainsi, prenons les auteurs que nous étions au moment de la gestation de l'ouvrage, soit au tournant des années 1990, et qui formaient un groupe diversifié au plan de la géographie et de l'expérience personnelle et professionnelle. Bien que nous étions trois francophones, l'un était Québécois travaillant depuis peu dans une faculté francophone en Alberta; un autre vivait au Québec et, de plus, assumait son étiquette de « nationaliste québécois »; le dernier était d'origine acadienne, né en Gaspésie, mais était établi depuis plusieurs années en Alberta et enseignait dans le même établissement francophone que le premier. Bref, voilà une équipe qui, au départ, était fort dépareillée et constituait en quelque sorte une métaphore du pays lui-même — en particulier en regard de la diversité franco-canadienne —, un groupe qui par ailleurs ne partageait pas nécessairement les mêmes opinions politiques quant à l'avenir du pays dont ils avaient entrepris d'écrire l'histoire.

JEAN-FRANÇOIS CARDIN

Jean-François Cardin est professeur au Département d'études sur l'enseignement et l'apprentissage (FSE) depuis janvier 2002. En parallèle avec ses activités d'enseignement, M. Cardin a produit du matériel didactique en histoire (manuels, cahiers d'apprentissage, etc.). Il est notamment le principal auteur du manuel *Québec: Héritages et projets*, publié en 1984 et réédité en 1994, et qui est encore largement utilisé dans les classes du Québec. Il a également co-publié le livre *Histoire du Canada: Espace et différences*, publié aux PUL en 1996 et destiné aux étudiants des niveaux collégial et universitaire.

Et pourtant, loin d'être un obstacle au projet, cette diversité de points de vue a au contraire constitué un ferment fertile. Et cela m'amène à ma première proposition : écrire un livre de synthèse sur l'histoire de son propre pays, et à fortiori un manuel d'histoire contemporaine qui débouche directement sur le présent, ce n'est pas plus périlleux, je pense, que d'écrire un livre sur l'Égypte ancienne, dans la mesure où, *justement*, on fait d'abord et avant tout œuvre d'historien. En effet, au-delà des discussions initiales liées à nos divergences d'opinions sur le présent et l'avenir du pays – et qui, soit dit en passant, étaient pour nous de l'ordre des échanges intellectuels plus que de la polémique doctrinale – nous n'avons pas connu de difficultés particulières à cause de cela pour la simple raison que nous étions centrés sur une démarche d'historien et non sur celle de propagandistes au service d'une conception nationale quelconque de l'histoire du Canada et de son devenir. À partir d'une telle attitude, il devenait moins problématique, par exemple, de décrire longuement les tensions entre Canadiens français et Canadiens anglais — que d'aucuns voient pourtant comme une « matière dangereuse » qu'il faut manipuler avec prudence, voire comme autant de « blessures » encore sensibles, pour reprendre le mot de Jocelyn Létourneau[4] — le but étant non pas de régler des comptes ou de tirer des leçons pour un groupe ou un autre, mais bien de donner sur ces sujets les informations nécessaires et les clés de compréhension minimales pour permettre aux étudiants d'interpréter par la suite ces questions et, éventuellement, d'en débattre.

En effet, si l'on revient à la base, l'histoire a sa méthode, une méthode qui a sa finalité, soit de collecter et d'organiser les informations qui permettent de faire comprendre, et éventuellement de pouvoir *interpréter* — au sens de s'approprier personnellement —, ce chemin qui mène au présent. « Faire » de l'histoire, c'est aller au-delà des mythes qu'une certaine industrie de la conscience nationale, qui était très présente au congrès de Winnipeg, cherche à mettre en place depuis quelques années en déplorant que la population, et en particulier la jeunesse, ne connaît plus « son » histoire. La tâche est plus complexe que cela, comme l'avait bien résumé Peter Seixas dans la foulée de la télédiffusion de la première tranche de la série *Le Canada : une histoire populaire* :

> […] people have to move beyond myth and heritage to the complexity of history. They have to understand the distance between the present and the past, and the difficulty in representing the past in the present. […] They should see that [John A. Macdonald] is neither simply a Father of Confederation, as one heritage story would have it, nor simply a racist Imperialist, as would another. They must deal with multiple causes, conflicting belief systems and historical actors' differing perspectives. They have to comprehend the interpretive choices and constraints involved in constructing historical accounts based on evidence. Above all, they must recognize the tentative, provisional nature of all historical narratives.[5]

Et pour faire cela, pour atteindre ce but relativement exigeant au plan des opérations cognitives et métacognitives, 1000 façons, 1000 démarches, 1000 stratégies peuvent être déployées par les enseignants et les auteurs de manuels d'histoire, MAIS la finalité — i.e. faire de l'histoire — doit à mon sens rester la même. Et pour ce que je connais des grandes synthèses récentes d'histoire du Canada des niveaux post-secondaires, tant anglophones que francophones, c'est cette finalité qui a également guidé leurs auteurs, plutôt que celle de proposer des mythes édifiants[6].

Oui, mais l'histoire n'est pas neutre…

Ceci étant dit, je sais très bien que l'histoire n'est pas neutre, que tout écrit historique est biaisé, que l'historien est un sujet de son époque et de son groupe social, que son discours dépend de son rapport au pouvoir, etc., et donc qu'il est plus ou moins consciemment empreint de cette subjectivité. C'est un gros débat en histoire, qui a notamment pris l'allure depuis quelques décennies d'un défi ouvertement posé aux historiens par les tenants de la critique post-moderniste[7]. Et je n'ai pas l'intention ici de le rouvrir, d'autant plus que mon collègue et co-auteur Claude Couture a situé notre manuel par rapport à ce courant de pensée[8]. Cependant, cette question m'amène à ma deuxième idée, qui vient compléter et mettre en perspective ma première proposition.

Écrire une synthèse d'histoire nationale ne veut pas dire que les auteurs ne doivent s'en tenir qu'au factuel, qu'à une énumération de faits et de dates, ou encore qu'à des conclusions de premier niveau sur ceux-ci. Le fait d'avoir pour but de faire comprendre le passé ne signifie pas que les auteurs – de même que les enseignants – ne font pas des choix, qu'ils ne proposent pas d'interprétations, qu'ils n'ont pas un point de vue sur telle ou telle question, surtout lorsqu'on se situe au niveau post-secondaire. Bien au contraire.

J'ai dit précédemment que l'histoire a une méthode, une démarche, et que sa finalité est de permettre d'interpréter les faits historiques. Comme il y a une dimension d'interprétation incontournable en histoire, il est non seulement acceptable, mais même *nécessaire*, que des auteurs offrent des points de vue interprétatifs sur telle ou telle question car ils sont en fait autant de vecteurs qui permettent au lecteur cette lecture et, éventuellement, cette compréhension interprétative et critique du passé. D'ailleurs, au niveau post-secondaire dont il est ici question, la discussion et la confrontation des thèses font partie des apprentissages à développer en sciences humaines et les points de vue offerts dans un ouvrage d'histoire par les auteurs sont discutables en classe au même titre que les autres. Dans notre manuel, ces prises de position, où comme auteurs nous intervenons plus directement et explicitement au plan de l'interprétation des grands enjeux de l'histoire canadienne, sont situées en dehors du récit de base, et on les retrouve bien en vue, en conclusion des deux grandes parties de l'ouvrage. Ils offrent un espace pour le débat, qui est une autre dimension importante de la pratique de l'histoire.

Ainsi, on peut être en désaccord avec le diagnostic à première vue « sombre » que l'on y propose de l'évolution et du devenir du pays. Ainsi, en conclusion, nous affirmions :

> Deux voies s'offrent alors en cette fin de siècle [pour le Canada] : un statu quo répressif […],

> ou une réforme sérieuse du fédéralisme jumelée à une approche radicalement progressiste dans la promotion et l'épanouissement des groupes réclamant […] une place dans la société canadienne en fonction de leur différence. Quant à cette deuxième option, rien ne permet de penser pour l'instant que le Canada va aborder le tournant du XXIe siècle avec courage.[9]

Bien que selon moi elle puisse se défendre encore aujourd'hui, du moins pour l'essentiel, cette perception des choses s'avère néanmoins le produit de l'époque où elle a été écrite, au sortir du référendum québécois de 1995 et, à mes yeux, elle témoigne de l'esprit plutôt pessimiste du moment à l'égard de la fédération canadienne. Quoiqu'il en soit, voilà un élément qu'un enseignant peut exploiter dans son approfondissement de la méthode historique, soit amener ses étudiants à situer le contexte de toute narration historique — et un manuel scolaire EST un récit historique au même titre que les autres —, l'important étant d'en discuter, de le voir comme un moyen favorisant la réaction, la réflexion et le débat en salle de cours. Être des auteurs « post-modernes », c'est justement reconnaître le caractère fluide et relatif de notre production, le dire bien haut et offrir notre propre narration à l'analyse critique de ceux que l'on veut justement former par elle, soit les étudiants-lecteurs guidés dans cet exercice par leur professeur.

En somme, si je résume en les combinant mes deux premières propositions, je pense que de manifester de fortes idées personnelles sur un aspect ou un autre de la période ou du phénomène historique dont on parle, que l'on soit enseignant ou même auteur de manuel d'histoire nationale, cela ne sera aucunement un problème, ou une tare, dans la mesure où on les traite en suivant la démarche historique de base axée sur l'interprétation et le débat. Je parle toujours du niveau post-secondaire.

Un récit structuré de manière signifiante

Le troisième élément de réflexion que je soumets ici concerne l'approche narrative que nous avons choisie. Dans le programme de le conférence, le texte résumant la problématique de notre session évoque les solutions que les auteurs de manuels ont trouvées pour contourner les problèmes de rédaction de synthèses d'histoire pour un pays aussi diversifié que le Canada. En effet, contrairement à l'histoire américaine par exemple, le terrain en histoire canadienne n'est pas nécessairement balisé par un découpage « sacralisé » et intouchable, par un répertoire de périodes déjà toutes taillées d'avance et dont les appellations sont devenues autant d'icônes fortement connotées que reprennent avec peu de variantes les manuels scolaires, tels que « the Jacksonian Era », « The Civil War », « The Reconstruction », « The Gilded Age », « The Progressive Era », etc. Et c'est tant mieux! Pendant longtemps d'ailleurs, les manuels d'histoire américaine, du moins ceux destinés au *High-School* et au *College*, suivaient pour la plupart la même périodisation.

Un des problèmes auxquels nous nous sommes butés dès le départ était donc de procurer à notre ouvrage une structure qui saurait rendre compte à la fois de la dynamique nationale — en particulier de la scène fédérale — et *des* dynamiques régionales, qui sont souvent des réalités fort différenciées, et qui renvoient à des mondes qui n'évoluent pas selon les mêmes règles ni ne suivent une trame synchronisée. Tous les auteurs de synthèse d'histoire du Canada ont été confrontés au dilemme de rendre compte de cette « dissonance » fondamentale de l'expérience canadienne, une métaphore que Jocelyn Létourneau utilise pour désigner ce qu'il décrit avec raison comme « une tension jamais symétrique entre forces centripètes et forces centrifuges »[10].

Après bien des tâtonnements et tergiversations, nous avons opté, pour traduire cette réalité, pour une structure en deux parties bien distinctes, mais qui néanmoins étaient régulièrement mises en relation l'une et l'autre par des renvois entre les deux. La première partie de l'ouvrage est consacrée à l'étude de la société canadienne dans une perspective générale. La seconde rendait compte de l'évolution propre à chacune des régions. Cette structure, simple dans son esprit mais peu traditionnelle car elle allait à l'encontre de la trame chronologique unique propre à la plupart des manuels d'histoire du Canada, n'a pas laissé indifférent : pour certains il s'agissait d'une faiblesse, car elle allait semer la confusion chez le lecteur, tandis que pour d'autres, au contraire, elle clarifiait la démonstration et s'adaptait bien au cas d'un pays où la tension entre les dynamiques nationale et régionale était fondamentale[11].

Avec cette structure, nous avions fait le pari qu'un enseignant, qui par définition n'enseigne jamais de manière linéaire et purement chronologique, allait savoir organiser le programme de lecture du manuel pour ses étudiants et naviguer sans encombre entre les deux parties, selon les besoins. En effet, dans la vraie vie, au niveau post-secondaire, un manuel ne se lit pas linéairement, d'un couvert à l'autre, sur une session de quatre mois, ou alors très rarement. On ne lit pas un manuel d'histoire qui accompagne un cours comme on le fait pour un roman. L'enseignant organise généralement son programme de lecture en fonction de sa propre narration, de sa planification de cours, de sorte que l'étudiant ne lit rarement l'ouvrage en suivant le tracé prévu à la table des matières. À l'enseignant également d'opérer la jonction entre sa démarche, sa perception de l'évolution du pays, avec celle proposée par les auteurs, dont il sera plus ou moins proche. En somme : « Les manuels sont «travaillés» par les étudiants (et les professeurs), découpés, déconstruits, reconstruits, bref le matériau historique est justement trituré jusqu'à ce que chacun arrive à un certain bagage d'informations et à une vision ou interprétation de ce matériel historique. »[12] D'ailleurs, la plupart des manuels récents d'histoire canadienne, tant francophones qu'anglophones, sont compartimentés et constitués de courts chapitres conçus plus ou moins comme des blocs étanches couvrant divers aspects à l'intérieur d'une même tranche chronologique, de sorte que la linéarité chronologique pure, d'un chapitre à l'autre, n'existe pas *de facto*. De même, nous avions fait le pari qu'un lecteur non étudiant saurait également faire les liens qui s'imposent entre les deux parties. Quoiqu'il en soit, le débat reste ouvert, mais il est intéressant au plan épistémologique car il soulève une difficulté réelle dans l'écriture d'ouvrage de synthèse en histoire du Canada.

Passer de la politique au politique

Le même problème d'unification et de clarté du récit nous a amené à faire un autre choix qui nous semblait risqué, un choix qui avait pour but de fournir un fil conducteur à l'ouvrage et, en fait, à l'histoire d'un pays aussi éclaté et disparate que le Canada. Nous avons en effet choisi de faire de la vie politique, de la scène politique, la trame unificatrice de l'évolution de ce pays et la clé de compréhension de celle-ci.

En effet, écrire une synthèse d'histoire ne signifie pas de parler de *tous* les sujets de manière indifférenciée. Il faut une clé de lecture, une grille interprétative qui permette de discriminer certains faits et phénomènes et qui donne un sens à ceux que l'on conserve. Cela permet de donner du relief à la narration afin d'éviter que le texte ne ressemble à un magasin à rayon où chaque « département » est étanche et à travers lequel il est difficile de trouver un fil conducteur.

Au début du travail de rédaction, en commençant à rédiger nos premiers textes, nous constations que nous étions en train de reproduire le schéma habituel que l'on retrouvait dans les synthèses d'histoire alors en vogue, soit celui d'une approche socio-économique, de type École des Annales, à laquelle étaient jointes les incontournables sections relevant de l'histoire pluraliste sur les femmes, les Autochtones, les travailleurs, les immigrants, etc. Or, en donnant depuis quelques années des cours d'histoire canadienne auprès d'étudiants universitaires[13], nous nous étions aperçus que l'approche socio-économique globale passait plus ou moins bien auprès d'eux, parce qu'elle conduisait notamment à une certaine compartimentation de l'analyse, une compartimentation qui conduisait elle-même à une certaine désarticulation de l'objet historique, bref, que cela avait des limites au plan proprement didactique.

Indépendamment de la question de son enseignement, d'autres on relevé les limites de ce type d'histoire. Ainsi, Jocelyn Létourneau, loin de céder aux appels cocardiers d'un Jack Granatstein en mal de récit historique unificateur à la sauce traditionnelle du « nation building »[14], a mis en évidence, avec plus d'analyse et de nuances, deux grandes difficultés reliées à cette approche. D'abord, il relève avec raison le « manque de perspective de cette histoire et […] l'absence, chez ses praticiens, d'un souci explicite d'ordonnancement et de hiérarchisation des dynamismes, des forces et des facteurs qu'ils s'attachent à mettre en relief dans le passé du Canada »; dans le même esprit, il déplore ensuite le manque de sens qui en ressort et qui permettrait au passé « d'être rassemblé dans une unité narrative pour perdre son caractère évasif et dispersé ». Et Létourneau d'ajouter :

> En pratique, l'histoire pluraliste soumet la matière du passé à l'empire d'une fausse rectitude scientifique de même qu'à une philosophie plate de la connaissance, celle de l'indifférenciation comme principe d'objectivité historienne et de mise en narration du passé[15].

Pour le Canada anglais, Doug Owram a montré comment l'essor de l'histoire pluraliste, après 1970, s'est traduit par une raréfaction des synthèses d'« histoire nationale », particulièrement celles destinées aux étudiants[16]. Il conclut son article par un appel à des synthèses compréhensives du passé canadien : « We have learned much about the parts. Now we must try to reconstruct the whole ». Puis il ajoute: « There is […] the need for synthesis between the sub-disciplines, to see how politics, economics, class, gender, and other issues affected events in the past ». Les remarques de Létourneau et de Owram, qui concernent justement les synthèses qui sont bâties sur le mode de l'histoire pluraliste, me semblent justes et on ne peut plus les ignorer.

D'un point de vue d'auteurs, il nous apparaissait donc qu'il manquait un fil conducteur pour mettre en place toutes les pièces d'un puzzle qui se complexifiait au fur et à mesure que nous avancions dans le récit. De plus, on s'apercevait que nos étudiants, même à l'université, avaient des faiblesses chronologiques, et recherchaient souvent des points d'ancrage chronologiques. Ainsi, lorsque dans mes cours j'arrivais aux sections politiques, où je parlais notamment des élections et de la succession des partis au pouvoir, la matière passait plus facilement. Et, je dirais presque « naturellement », les étudiants se servaient souvent des points de repères politiques pour fixer les faits socio-économiques, plus abstraits et intemporels par nature.

Donc, de discussions en discussions, mes collègues et moi en sommes venus à trouver dans le politique, ce fil conducteur, cet angle d'analyse qui servirait de principe intégrateur à cette synthèse d'histoire globale, et qui donc tiendrait compte de toutes les dimensions économiques, sociales, idéologiques et culturelles de l'évolution des sociétés au sein du Canada sur le long terme. Comme nous l'évoquions en introduction :

> […] le changement s'exprime à travers le niveau politique en ce sens que les innombrables dynamiques de changement, à différents niveaux ou dimensions de la société, font ultimement pression sur celui-ci. Il devient le lieu privilégié de l'éclatement des contradictions, de la définition, pour différents groupes d'individus, de stratégies en fonction de positions sociales et économiques, de rapport de pouvoir entre les sexes, de différences ethniques ou religieuses. Loin d'être une dimension comme les autres, le politique est en fait la filière à partir de laquelle il est possible de remonter jusqu'aux aspects globaux, voire inconscients, de la vie en société.[17]

Bref, l'histoire, c'est le changement, et le changement engendre et restructure constamment de nouveaux rapports sociaux, de nouveaux débats, et donc de nouvelles idéologies, et tout ça aboutit d'une manière ou d'une autre dans l'arène politique. Bien sûr, on l'aura compris, le politique est vu ici au sens large, au-delà du phénomène restreint des seuls partis politiques et de leur succession au pouvoir. Donc, si on passe de la politique *au* politique, on ouvre ainsi une perspective intéressante, notamment pour comprendre un pays comme le Canada qui, à partir de 1867 en tous les cas, voit régulièrement aboutir sur l'arène politique, et en particulier la scène fédérale, la plupart des débats générés par l'évolution socio-économique.

Pour conclure

En terminant, j'aimerais souligner, pour ne pas dire déplorer le peu d'intérêt des historiens francophones pour l'histoire du Canada, du moins parmi ceux de ma génération, celle qui *grosso modo* a reçu sa formation durant les années 1970 et 1980. Avec le virage vers l'histoire pluraliste, l'histoire des « identités partielles », les historiens franco-québécois — comme les autres d'ailleurs… — ont en quelque sorte abandonné la vision pancanadienne qui était celle des historiens généralistes de la génération d'après-guerre, les Michel Brunet, Maurice Séguin, Fernand Ouellet ou Jean Hamelin, pour ne nommer que ceux qui me viennent spontanément à l'esprit. Résultat : depuis le début des années 1970, on a pratiquement cessé, du côté francophone, d'écrire sur — et donc d'interpréter — le Canada anglais et son histoire, alors qu'à l'inverse, le même processus de spécialisation de l'histoire a amené au même moment beaucoup d'historiens anglo-canadiens à écrire sur le Québec comme objet d'études spécifique, histoire notamment de comprendre le fameux « what does Quebec want ». Au même titre que les femmes ou les Autochtones, les Canadiens français et les Franco-Québécois faisaient désormais partie de ces groupes ayant des récriminations face à la société canadienne en place, doléances dont il fallait tenir compte désormais. Cela s'est donc souvent traduit par l'apparition, dans les synthèses d'histoire canadienne anglophone publiées ces vingt-cinq dernières années, de chapitres spécialisés sur le Québec dont on cherchait désormais à présenter le point de vue de manière respectueuse et compréhensive.

Je déplore donc quelque peu cette situation où, comme Québécois, je me sens étudié et radiographié sous toutes mes coutures par des Anglo-Canadiens (ce qui est tout à fait correct en soi), alors qu'à l'inverse, au Québec, on ignore un peu beaucoup, et surtout nos étudiants, l'évolution du Canada anglais et l'histoire qui a fait que la société anglo-canadienne est ce qu'elle est aujourd'hui, à une période de notre histoire où justement il serait vital de mieux la connaître compte tenu des débats actuels et futurs sur la question nationale.

De même, personnellement, la connaissance de l'histoire du Canada anglais m'a beaucoup aidé à comprendre et à mettre en perspective l'histoire du Québec, à la relativiser en quelque sorte. Un exemple parmi d'autres, Duplessis et la « Grande noirceur ». C'est en constatant le profond conservatisme social et politique que l'on retrouve dans beaucoup d'autres provinces canadiennes après la guerre que j'ai compris que Duplessis et le « duplessisme » n'étaient en fait que la version québécoise d'un phénomène généralisé et présent, sauf exceptions, à la grandeur de l'Amérique du Nord. Entre Duplessis, Hepburn (Ontario), Bennet (Colombie-Britannique) et même le « libéral » Smalwood (Terre-Neuve), pas de différences fondamentales! Les mêmes politiques antisyndicales, le même esprit de libéralisme économique visant à faire profiter au maximum leur province de la prospérité économique ambiante en favorisant l'entreprise privée et les investissements, qu'ils soient canadiens ou américains. Entre l'Ontario et le Québec d'après-guerre, la même arrivée massive d'immigrants, le même baby-boom entraînant une augmentation semblable des dépenses de l'État provincial dans la santé et l'éducation, la même société de consommation, la même passion des jeunes pour Elvis, etc. Bien sûr, tous ces phénomènes sont vécus au Québec avec les particularités propres à la société québécoise de l'époque, de sorte que l'« universel » dont je parle est tempéré par le « particulier » propre à chaque province ou région du Canada. Je ne prétends donc pas ici que le Québec de l'époque n'ait pas de caractères propres, de phénomènes particuliers, comme par exemple la présence pesante de l'Église catholique dans le système scolaire (quoique encore, le cas terre-neuvien vient atténuer cette spécificité…). À certains égards, la Saskatchewan socialiste représente peut-être encore plus que le Québec un cas d'exception au sein du Canada d'après-guerre. Quoiqu'il en soit, en histoire, bien souvent, il n'y a rien de plus universel que le cas particulier, et le point que je tente ici — trop brièvement, on m'en excusera — de mettre de l'avant est qu'une meilleure connaissance de l'histoire du Canada anglais peut favoriser à son tour une meilleure compréhension de l'histoire québécoise auprès de nos propres étudiants.

Et que l'on m'entende bien : ce n'est pas un propagandiste de l'unité nationale canadienne qui parle ici, mais un enseignant et didacticien de l'histoire du Québec. Car en effet, je pense que la question de l'enseignement de l'histoire nationale au Canada est un faux problème si on tente de l'aborder en soi, et si on ne relie pas cette question à celle plus pesante des rapports entre les trois nationalismes qui se sont développés au Canada et qui sont toujours actifs, soit le nationalisme franco-québécois, le nationalisme anglo-canadien et le nationalisme autochtone. Je pense que la question de l'*histoire* nationale ne se règlera pas tant que la *question* nationale au Québec et au Canada ne se règlera pas. Et autant dire que ce problème ne trouvera pas de « solution » à court ou à moyen terme au sens où, par exemple, on en arriverait à un seul récit unificateur « coast to coast » dans les écoles du pays. Au Québec, la position que j'exprime ici n'a rien d'originale et est communément admise, me semble-t-il, y compris chez les historiens ou personnages publics qui désirent le maintien du Québec dans le giron constitutionnel canadien.

Mais cela étant dit, il m'arrive souvent de penser que le principal obstacle à cet objectif d'un manuel unique, ou à tout le moins d'un grand récit historique national unique, qui dans beaucoup d'autres pays paraîtrait louable et irait de soi, est la présence du Québec et de son projet national bien à lui, plus que la présence du nationalisme autochtone. Parions que si un jour le Québec fait son indépendance politique, il ne se passera pas beaucoup de temps pour que le reste du Canada se dote d'une histoire « nationale » unique, bien à elle, d'un océan à l'autre...

Notes

[1] Ce texte est proche de l'esprit dans lequel il a été originalement conçu pour la conférence, soit une réflexion « impressionniste » tirée de mon expérience personnelle en tant qu'auteur et enseignant, et destinée à servir de prélude à un échange entre les participants et l'auditoire. En vue de sa publication, je l'ai retravaillé afin d'étoffer et d'appuyer davantage certaines de mes propositions. Je prie donc le lecteur d'en tenir compte et de se montrer indulgent à cet égard... Par ailleurs, les idées qui y sont développées n'engagent que moi.

[2] J'emploierai dans ce texte l'expression de J. Létourneau, « histoire pluraliste », pour désigner, suivant ses propres mots, « ce récit reconnaissant la diversité spatiale, ethnique, sociale, culturelle et sexuelle du pays » et qui s'est généralement traduit dans les synthèses d'histoire qui s'en réclament par la multiplication de chapitres spécifiques portant sur ces « identités partielles » (J. Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Montréal, Boréal, 2000, pp. 86-87).

[3] J.-F. Cardin et C. Couture, avec la coll. de G. Alaire, *Histoire du Canada : Espace et différences*, Ste-Foy, Presses de l'Université Laval, 1996. 397 p. Dans ce texte, bien que l'esprit de la session à laquelle j'ai participée était justement de faire appel à l'expérience des participants en tant qu'auteurs, je ne ferai allusion à cet ouvrage et à son contenu que dans la mesure où cela éclairera mon propos. Pour une analyse critique de l'ouvrage, voir les textes liés au débat « À propos de deux manuels récents d'histoire du Canada » organisé par le comité de rédaction de la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, n° 4, printemps 1998, pp. 549-577.

[4] Létourneau, p. 101.

[5] P. Seixas, « History's Fractured Mirror », *Globe and Mail*, 26 décembre 2000, p. A19.

[6] Non pas qu'en histoire les mythes — au sens d'un rappel plus ou moins sacralisé et vénérateur de personnages ou d'évènements exemplaires, comme le font par exemple les *Minutes du Patrimoine* — n'aient pas leur place dans l'espace public ou même à l'école, bien au contraire, mais ils ne peuvent remplacer le travail intellectuel plus exigeant lié à l'acquisition de la méthode historique, ce qu'on nomme de plus en plus la « pensée historique ». Comme le mentionne une fois de plus le professeur Seixas : « These – like the successful Heritage Minutes – are excellent vehicles for intensifying historical consciousness, but not for advancing it » (*loc. cit.*)

[7] Les références ici pourraient être nombreuses, allant de Michel Foucault à Hayden White, en passant par Roland Barthes. Je me contenterai d'une seule, retenue parce qu'elle vient d'un historien dont les idées post-modernistes ont eu quelques retentissements depuis une dizaine d'années dans le monde de l'histoire et de son enseignement, en particulier dans le monde anglophone : Keith Jenkins, *Re-thinking History*, London, Routledge, 1991. Jenkins a par la suite développé et précisé son point de vue dans d'autres écrits. Toujours controversé, il a été invité à donner la conférence d'ouverture au tout récent colloque *The Future of the Past*, tenu en mars 2002 à l'Université Western Ontario.

[8] C. Couture et J.-F. Cardin, « L'histoire du Canada et le problème de la narration », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, n° 4, printemps 1998, pp. 566-568.

[9] Cardin, Couture et Allaire, *Ibid.*, p. 201.

[10] Létourneau, p. 107.

[11] À ce sujet, voir les comptes rendus critiques de Béatrice Craig et Michèle Dagenais dans « À propos de deux manuels récents d'histoire du Canada », *loc.cit.*, en particulier les pp. 553 et 560-562. [Indiquer aussi Dionne dans *Spirale*, si il parle de cet aspect.]

[12] Couture et Cardin, *loc.cit.*, p. 569-570.

[13] J'ai personnellement donné des cours d'histoire du Québec et d'histoire du Canada aux niveaux collégial et universitaire, de 1992 à 2001, période durant laquelle j'ai pu maintes fois le constater…

[14] J. L. Granatstein, *Who Killed Canadian History?* New York, Harper Collins, 1998.

[15] Létourneau, pp. 87-88.

[16] D. Owram, « Narrow Circles : The Historiography of Recent Canadian Historiography », *National History*, vol. 1, no1, hiver 1997, p. 17. Dans le meme esprit, on lira aussi avec profit: Charles W. Humphries, "The Past and the Culture of Compliance: My History, Your History, No History" dans T.H.B. Symons éd., *Les lieux de la mémoire. La commémoration du passé du Canada*, Société royale du Canada, 1997, pp. 119-126.

[17] Cardin, Couture et Allaire, *Ibid.*, p. 13.

